



Etablissements et organismes de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - PSL

## **CERTIFICATION DES COMPTES DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - PSL ET SERVICES ANNEXES**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
----------------------------------

Numéro de consultation : AO-2024-001

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert



## Table des matières

Article 1 – Objet, allotissement et forme du marché .....	4
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Allotissement.....	4
1.3 Forme de l'accord-cadre.....	4
Article 2 – Pièces contractuelles .....	4
Article 3 – Durée de l'accord-cadre .....	4
Article 4 – Présentation de l'acheteur .....	4
4.1 Présentation générale de l'établissement.....	4
4.2 Présentation financière et comptable.....	5
Article 5 – Prestations attendues .....	6
5.1 Contexte.....	6
5.2 les missions de certification des comptes annuels.....	6
5.3 Les missions de certification des comptes consolidés.....	6
5.4 Les services autres que la certification des comptes .....	7
Article 6 – Modalités d'exécution des prestations .....	8
6.1 Modalités de commande.....	8
6.2 Lieux d'exécution des prestations .....	8
6.3 Interlocuteur de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes .....	8
6.4 Interlocuteur du titulaire .....	9
6.5 Suivi de la prestation .....	9
6.6 Obligations de confidentialité .....	9
Article 7 – Obligations générales du titulaire .....	9
7.1 Responsabilités.....	9
7.2 Autres responsabilités contractuelles .....	10
7.3 Obligations de confidentialité .....	10
7.4 Obligation d'indépendance du titulaire .....	10
7.5 Développement durable.....	10
ARTICLE 8 : VERIFICATION ET VALIDATION DES PRESTATIONS.....	11
8.1 Généralités : .....	11
Article 9 – Clause de réexamen .....	11
Article 10 – Prix .....	11
10.1 Contenu des prix.....	11
10.2 Révision des prix .....	12



Article 11 – Avance et acomptes .....	12
11.1 Avance.....	12
11.1 Acomptes.....	13
Article 12 – Facturation .....	13
Article 13 – Mode de règlement .....	14
Article 14 – Droit, langue .....	14
Article 15 – Pénalités de retard .....	15
Article 16 – Résiliation .....	15
Article 17 – Dérogations au CCAG-PI .....	15



## **ARTICLE 1 – OBJET, ALLOTISSEMENT ET FORME DU MARCHÉ**

### **1.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché porte sur la désignation des commissaires aux comptes pour les besoins de certification légale des comptes de l'École Pratique des Hautes Études – PSL (EPHE-PSL), et sur les services annexes à la certification des comptes (SACC).

### **1.2 ALLOTISSEMENT**

Le marché ne fait l'objet d'aucun allotissement, l'objet du contrat ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

### **1.3 FORME DE L'ACCORD-CADRE**

La consultation est passée selon une procédure en appel d'offres ouvert, en application des articles L.2120-1 3°, L.2124-2, R2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

La consultation est lancée sous la forme d'un accord cadre au sens de l'article R.2162-2 al. 2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. L'accord cadre à bons de commande sera mono-attributaire, sans minimum en valeur et avec un maximum en valeur de 250 000 € HT.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières éventuelles
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire

## **ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le commissaire aux comptes est nommé pour une durée de six exercices. Ses fonctions expirent après la délibération du Conseil d'Administration qui statue sur les comptes du 6ème exercice. Sa date d'entrée en fonction ne modifie pas la durée du mandat qui est fixé par la Loi. Par conséquent, le premier exercice contrôlé est celui au cours duquel le CAC est nommé (CNCC, EJ 91-19, bull. 82, juin 1991, p. 246) et, le contrôle porte sur la totalité de l'exercice.

La mission du Commissaire aux comptes s'achève au plus tard après le vote en Conseil d'Administration des comptes de l'année 2029.

## **ARTICLE 4 – PRESENTATION DE L'ACHETEUR**

### **4.1 PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT**

L'École Pratique des Hautes Études - PSL est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement.

L'École Pratique des Hautes Études - PSL est l'une des composantes de l'Université Paris Sciences & Lettres et est membre fondateur du Campus Condorcet.



L'École est dirigée par un président. Elle est administrée par un conseil d'administration, assisté d'un conseil scientifique.

Elle compte trois sections (Section des Sciences de la Vie et de la Terre, Section des Sciences historiques et philologiques, Section des Sciences religieuses), quatre instituts, une quarantaine d'unités de recherche et plusieurs bibliothèques.

La politique stratégique de l'EPHE - PSL vise au développement, par la pratique de la recherche, d'une recherche de haut niveau qui répond aux enjeux sociétaux actuels.

- Nombre d'étudiant pour l'année 2023-2024 : 1063 étudiants inscrits dont 951 en formation initiale et 112 en formation continue
- Nombre d'agents : exercice 2023 : 468 ETPT dont 291 ETPT de personnels enseignants et enseignants-chercheurs et 176 ETPT de personnels BIATSS ( 274 ETPT de titulaires et 194 ETPT de contractuels)
- Au compte financier 2023, les charges de l'établissement représentaient 47 287 357 millions d'euros et les investissements 11 270 000 millions d'euros
- Nombre d'unités budgétaires : 2 répartis en 16 CRB et 353 SO
- Nombre de budget annexe : 1
- Nombre de service inter-établissements : sans objet
- Nombre de laboratoires ou centres de recherche : 40 unités de recherche comprises dans les SO.
- Nombre d'implantation géographiques : 8 implantations principales
- Nombre d'ordonnateurs secondaires : sans objet
- Nombre de régie : 1

#### 4.2 PRESENTATION FINANCIERE ET COMPTABLE

Le cadre comptable est celui prévu par les dispositions du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et de l'arrêté du 1er juillet 2015 modifié portant adoption du recueil des règles comptables des établissements publics (RNCEP). Le recueil des nombres comptables est consultable sur le site du Conseil de normalisation des comptes publics (<https://www.economie.gouv.fr/cnocc/recueil-desnormes-comptables-pour-etablissements-publics>). L'instruction comptable d'application dénommée instruction comptable commune est consultable au sein du bulletin officiel des Finances Publiques – section gestion comptable publique (<https://www.economie.gouv.fr/dgfip/bulletin-officiel-des-finances-publiques-section-gestion-comptable-publique>).

- Pôle facturier : non
- Solution de dématérialisation des factures : oui
- Séparation des fonctions d'agent comptable et chef des services financiers : non
- Montant des contrats et prestations de recherche et d'enseignement : 8 873 476 € pour 2023.
- Montants des opérations immobilières : 120 000 € pour 2023
- Méthode de comptabilisation actuelles des opérations pluriannuelles : mixte
- Documents relatifs à l'intégration du patrimoine immobilier : pas de dévolution
- Montant global des droits d'inscription de formation initiale, de formation continue, et d'apprentissage : 516 419 € pour 2023
- Existence d'emprunts : non
- Logiciel budgétaire et comptable : *COCKTAIL*
- Dispositif de contrôle interne : partiellement déployé



## ARTICLE 5 – PRESTATIONS ATTENDUES

### 5.1 CONTEXTE

Depuis la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, dite loi LRU, les universités sont concernées par un changement de pratiques de management en particulier lors du passage aux Responsabilités et Compétences élargies (RCE) qui s'inscrit dans la loi. Elles doivent désormais gérer elles-mêmes leur masse salariale, assurer le pilotage et la gestion financière. C'est dans ce contexte que l'on a assisté à la mise en place de démarches de certifications de comptes au sein d'établissements universitaires. Cette démarche est également faite à titre obligatoire sur le fondement de la loi de sécurité financière du 1er août 2003 modifiée.

### 5.2 LES MISSIONS DE CERTIFICATION DES COMPTES ANNUELS

La mission confiée au titulaire inclue notamment la rédaction des rapports prévus par les textes législatifs et réglementaires, toutes les diligences en lien direct avec la certification des comptes annuels telles que prévues par les normes professionnelles des commissaires aux comptes, ainsi que, le cas échéant, la coordination de la revue des comptes des entités inscrites dans le périmètre de consolidation.

L'établissement d'un plan de mission et d'un programme de travail se révèle indispensable de la part du titulaire et se définit ainsi :

- Le plan de mission décrit l'approche générale des travaux ;
- Le programme de travail définit la nature et l'étendue des diligences estimées nécessaires, au cours de l'exercice, à la mise en œuvre du plan, compte tenu des prescriptions légales et des normes d'exercices professionnel ; il indique le nombre d'heures de travail affectées à l'accomplissement des diligences et les honoraires correspondants.

Toutes les prestations demandées devront être réalisées conformément aux dispositions des normes d'exercice professionnel (NEP) de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes ([www.cncc.fr](http://www.cncc.fr)).

Les méthodes de travail devront également être conformes à l'ensemble des règles encadrant l'exercice de la profession (déontologie et conflit d'intérêt notamment).

### 5.3 LES MISSIONS DE CERTIFICATION DES COMPTES CONSOLIDES

En cas de certification des comptes consolidés d'un pouvoir adjudicateur, les deux commissaires aux comptes constituent l'organe collégial de certification de ses comptes annuels et consolidés. Les entités tenues de présenter des comptes consolidés ont l'obligation de nommer deux commissaires aux comptes, issus de cabinets d'audit différents.

Le co-commissariat aux comptes est comme l'exprime la Loi de sécurité financière, « l'exercice concerté de la mission légale, par deux professionnels en vue de l'examen contradictoire des comptes du bilan » (le terme « contradictoire » étant pris au sens conféré par le droit français en terme procédural).

L'exercice de cette responsabilité conjointe implique un partage des travaux de contrôle et une revue réciproque des audits réalisés, conformément aux dispositions des normes CNCC. Le volume des travaux et les honoraires correspondants se répartissent équitablement entre chacun des commissaires aux comptes. Le rapport du ou des commissaires aux comptes doit être remis, au plus tard, dans les délais qui permettent une approbation du compte financier conformément aux dispositions des articles 212 et 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.



#### 5.4 LES SERVICES AUTRES QUE LA CERTIFICATION DES COMPTES

La réforme européenne a été transposée par l'ordonnance n°2016-315 relative au commissariat aux comptes. Elle est entrée en vigueur le 17 juin 2016. Les prestations complémentaires à l'audit, sont dorénavant appelées les services annexes à la certification des comptes (SACC) et reposent sur le principe que tout ce qui n'est pas interdit est autorisé.

**Les services interdits** ci-après sont définis par le code de commerce (article L. 822-11 et suivants) et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Parmi ces services interdits, on a par exemple :

- La préparation de déclarations fiscales ;
- Les services impliquant d'être associé à la gestion ou à la prise de décisions de l'entité contrôlée ;
- La tenue de comptabilité ;
- La conception ou la mise en place de procédures ou de systèmes relatifs à l'information financière ;
- La prestation de conseil en matière juridique ;
- Les services liés à la fonction d'audit interne ;
- Les missions de commissariat aux apports et à la fusion ;
- La prise en charge, même partielle, d'une prestation d'externalisation ;
- Les services ayant pour objet l'élaboration d'une information ou d'une communication financière

Les services pouvant être demandés aux commissaires aux comptes dans le présent marché, sont à titre d'exemple :

- **Les audits** : cette mission permet au commissaire aux comptes, sollicité par l'entité dans laquelle il exerce son mandat, de réaliser un audit d'informations financières en dehors de toutes obligations légales ou réglementaires de cette entité
- **L'examen limité** : le commissaire aux comptes, lorsque l'entité dans laquelle il exerce son mandat en fait la demande, réalise un examen limité de l'information financière en dehors de toutes obligations légales ou réglementaires
- **Les attestations** : en dehors des cas prévus par les textes légaux et réglementaires, une entité peut avoir besoin d'une attestation, et souhaiter demander à son commissaire aux comptes une intervention à ce titre (attestations dans le cadre de contrats de recherche, de projets subventionnés, de contrats européens, comme projets Feder...)
- **Les consultations** : elles permettent au commissaire aux comptes de donner un avis éventuellement complété de recommandations visant à améliorer les traitements comptables et l'information financière, de fournir des éléments d'information sur des sujets en lien avec les comptes ou d'en informer l'entité qui en fait la demande (consultations techniques TVA, partenariats publics privés, contrôle entre comptabilité GBCP et patrimoniale, revues ciblées d'un système d'information suite à un changement d'application...)
- **Les diligences d'acquisition et les diligences de cession** : elles autorisent le commissaire aux comptes, sous certaines conditions, à effectuer sur une société cible ou sur une société ou branche d'activité dont la cession est envisagée, des travaux d'attestation, des consultations ou des prestations d'audit et d'examen limité des comptes. Bien entendu, elles excluent pour le commissaire aux comptes toute



participation à la recherche d'une cible ou d'un acquéreur et toute participation à la négociation

- **La vérification de l'information RSE** : une entité peut souhaiter confier à son commissaire aux comptes une intervention tendant au contrôle ou à la fiabilisation d'informations, dites « informations RSE », sur la manière dont l'entité prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités.

Les SACC doivent s'inscrire dans le respect des interdictions prévues par le règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes mis à jour par le décret n°2017-540 du 12/04/2017.

## ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 6.1 MODALITES DE COMMANDE

Chaque commande fait l'objet d'un bon de commande.

Ces bons de commande sont signés par le représentant légal de l'École Pratique des Hautes Études - PSL ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG-PI, sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par courrier électronique, à l'initiative de l'émetteur.

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'EPHE-PSL.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

### 6.2 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations prévues au titre du présent accord-cadre seront réalisées dans les locaux du titulaire et/ou dans les locaux de l'École Pratique des Hautes Études - PSL. Cette dernière se réserve la possibilité d'imposer le déplacement au sein de ses locaux au titulaire si cela est jugé nécessaire pour la bonne exécution des prestations.

L'École s'efforce de mettre à disposition du titulaire des locaux et matériels de bureau lui permettant d'exercer son audit.

### 6.3 INTERLOCUTEUR DE L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES

Afin de simplifier l'exécution du présent contrat, le titulaire aura un interlocuteur unique au de l'École.





#### 6.4 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE

La bonne exécution des prestations dépendant des personnes qui s'y trouvent nommément désignées par le titulaire, il est fait application, pour l'exécution du présent marché, des stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Notamment, en cas de modification dans la composition des équipes, le titulaire en informe sans délai l'EPHE-PSL. Cette modification ne doit pas avoir pour effet de diminuer la qualité d'ensemble de l'équipe.

#### 6.5 SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire s'engage à tenir l'EPHE-PSL informée de manière régulière de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Dans les semaines qui suivent la nomination du ou des commissaires aux comptes, l'acheteur tient une réunion de lancement avec le titulaire retenu. Cette réunion sera l'occasion de mettre au point, en commun, les modalités de déploiement de la mission (notamment documents et informations devant être communiqués).

Par ailleurs, une réunion annuelle de lancement pourra être notamment organisée avec le titulaire afin de définir le calendrier d'intervention et de restitution des livrables jusqu'au passage devant le Conseil d'Administration.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'EPHE-PSL pendant toute la durée d'exécution du contrat, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations confiées.

#### 6.6 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'EPHE-PSL ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

De plus, le titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses personnels salariés ou non et par ses partenaires.

### ARTICLE 7 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

#### 7.1 RESPONSABILITES

Pour l'ensemble des prestations objet du présent contrat, le titulaire a une **obligation de moyen**. Le Titulaire s'engage à tenir le pouvoir adjudicateur informé de manière régulière de l'exécution des prestations objet du marché.

Ils sont les maîtres d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Ils leur appartiennent, notamment, de conseiller l'Établissement, pendant toute la durée d'exécution du marché, de les avertir de toute difficulté qu'ils pourraient percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui leur sont confiées.

A ce titre, le titulaire doit notamment :

- S'engager à dépêcher chez l'acheteur, les équipes qu'il a effectivement proposées lors de sa candidature sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues dans ledit CCP. En cas d'impossibilité de dépêcher l'équipe proposée lors de la candidature, le titulaire dispose d'un délai d'une semaine calendaire pour proposer à l'établissement la nouvelle équipe ou le remplaçant pour l'exécution de la ou des missions, et présenter les raisons à l'établissement. Les profils doivent être équivalents et doivent faire l'objet d'un accord exprès de l'établissement ;



- Conseiller l'acheteur sur tout choix ou toute demande effectué(e) par eux dont il aurait connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet de l'acheteur ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- Alerter de manière motivée l'établissement sur tout événement dont il a connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet de l'acheteur et les engagements visés par le marché du pouvoir adjudicateur, y compris si cet événement est imputable au pouvoir adjudicateur ;
- Signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de son marché, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le projet.
- Le titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'ils sont tenus de fournir au pouvoir adjudicateur dans les cas mentionnés ci-dessus où il est prévu que ceux-ci doivent être informés.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- À son personnel ou à des tiers ;
- À ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

## **7.2 AUTRES RESPONSABILITES CONTRACTUELLES**

Le Titulaire s'engage à effectuer toutes les démarches utiles pour se donner les moyens d'effectuer les prestations objet du présent marché selon les conditions qu'il définit.

Pour garantir la qualité de ses prestations, le Titulaire devra satisfaire aux exigences suivantes :

- Assurer la bonne exécution des prestations en prenant en compte les contraintes liées au contexte défini dans le présent marché ;
- Veiller au bon avancement de la prestation conformément au calendrier arrêté ;
- Fournir régulièrement une information sur les évolutions normatives et répondre aux questions techniques.

## **7.3 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'EPHE-PSL ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

De plus, le titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses personnels salariés ou non et par ses partenaires.

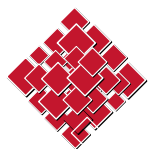
## **7.4 OBLIGATION D'INDEPENDANCE DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'EPHE-PSL. A défaut d'une solution acceptable, l'EPHE-PSL se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 16 du présent cahier des clauses particulières.

## **7.5 DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livrables et de ces déplacements. La planification des déplacements et éventuelles livraisons doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.



Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **ARTICLE 8 : VERIFICATION ET VALIDATION DES PRESTATIONS**

### **8.1 GENERALITES :**

La vérification des prestations a pour objet de valider la quantité et la qualité des prestations exécutées et/ou des livrables fournis. Ces opérations de vérification (dont réception) seront effectuées par la personne habilitée en lieu et place du Représentant du Pouvoir Adjudicateur par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI.

La vérification des prestations peut donner lieu conformément à l'article 29 du CCAG-PI à l'ajournement, l'admission, la réfaction ou encore le rejet des prestations.

En cas de non-validation des prestations (cas d'ajournement) : l'administration informe le titulaire des raisons qui ne lui permettent pas de les valider.

Dans le délai d'intervention fixé par le PA, Le titulaire exécute (sans coût supplémentaire) la(les) prestation(s) demandée(s) et propose le cas échéant des actions correctrices qu'il propose de mettre en place afin de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

En cas de validation des prestations (cas d'admission) : celle-ci peut prendre diverses formes selon la nature de la prestation ou du livrable concernés (fiche de contrôle, PV d'admission, attestation de service fait, etc.).

L'admission des prestations peut également se faire avec réfaction.

## **ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN**

Pendant l'exécution de l'accord cadre, l'École Pratique des Hautes Études - PSL se réserve la possibilité de prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou d'accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire, notamment lors d'évolutions législatives ou réglementaires.

Après accord des deux parties, la modification est notifiée par l'École Pratique des Hautes Études - PSL au titulaire par courriel ou via la plateforme PLACE.

## **ARTICLE 10 – PRIX**

### **10.1 CONTENU DES PRIX**

L'accord-cadre est conclu à prix globaux et forfaitaires s'agissant de la mission principale de certification des comptes, et selon les prix indiqués par le titulaire à la suite des demandes de chiffrage s'agissant des services annexes à la certification des comptes (SACC).

Les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur. Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les offres comprennent tous les frais nécessaires à leur exécution. Cependant, elles ne comportent pas les remboursements de frais de mission. Ces frais sont remboursés par l'École Pratique des Hautes Études - PSL sur justificatifs, conformément à l'article R. 823-15 du code de Commerce.



## 10.2 REVISION DES PRIX

Selon les circonstances, les prix peuvent être révisés à la baisse comme à la hausse dans les conditions et limites fixées ci-après.

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du contrat. Ils sont ensuite révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification du contrat, en application de la formule de révision de prix suivante :

$$P = PO [0,20 + 0.80 (SYNTECN / SYNTECO)]$$

Dans laquelle :

- $P$  = Prix HT révisé
- $PO$  = Prix HT initial •  $SYNTECN$  = Valeur du dernier indice SYNTEC révisé connu à la date de révision des prix
- $SYNTECO$  = Valeur de l'indice SYNTEC révisé de la date de remise des offres ou de la date du dernier anniversaire du marché le cas échéant

<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Il appartient, sous peine de forclusion, à la partie la plus diligente d'effectuer la demande écrite de révision des prix et de motiver cette révision, par courrier recommandé avec accusé de réception ou via le profil acheteur (plateforme PLACE), 30 jours calendaires avant la date anniversaire du marché. Cette demande se traduira par la transmission d'une proposition de bordereau de prix.

A compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie doit notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet avant la date anniversaire du contrat. Le silence de l'autre partie à l'issue de cette échéance, vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir).

Malgré le jeu de la formule de révision, l'acheteur admettra, lors de chaque révision annuelle, une augmentation maximale des prix du titulaire (chaque prix étant traité individuellement sur le bordereau des prix) de 5 % par année. Si les prix venaient à dépasser ce seuil, il pourra être fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre. La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la correction puis le renvoi du bordereau des prix (pour annulation et substitution). La décision sera notifiée par tous moyens au titulaire de l'accord-cadre. Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse des prix. Dans tous les cas, et quand bien même, une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'EPHE-PSL pourra toujours faire application de ce butoir à tout moment.

## ARTICLE 11 – AVANCE ET ACOMPTES

### 11.1 AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – PI.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.



Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 11.1 ACOMPTES

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG-PI. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article suivant du présent cahier des clauses particulières après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

## ARTICLE 12 – FACTURATION

Les factures annuelles d'honoraires pour la mission légale de certification des comptes ainsi que tous les éléments justificatifs y afférents sont adressés au pouvoir adjudicateur une fois par an. L'envoi des factures annuelles intervient après remise de son rapport par le commissaire aux comptes.

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'École Pratique des Hautes Études - PSL de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'École Pratique des Hautes Études - PSL via CHORUS PRO sont :

- SIRET de l'École Pratique des Hautes Études - PSL : 19753486000105
- Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (en CDE-2024-000XXXX).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-PI, la facture portera, outre les mentions légales, le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'École Pratique des Hautes Études - PSL lors de la notification.

Mentions légales d'une facture :

<https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires>

Date d'émission de la facture ;

Numérotation de la facture ;

Date de la vente ou de la prestation de service ;



Identité de l'acheteur (EPHE-PSL) ;  
Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN ;  
Adresse de livraison ;  
Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;  
Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA ;  
Désignation du produit ou de la prestation ;  
Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni ;  
Taux de TVA légalement applicable ;  
Montant total de la TVA correspondant ;  
Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;

## ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro. Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## ARTICLE 14 – DROIT, LANGUE

Conformément à l'article 43 du CCAG-PI, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :





Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

## **ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **ARTICLE 16 – RESILIATION**

L'accord-cadre pourra être résilié par l'École Pratique des Hautes Études - PSL selon les stipulations du CCAG-PI.

En outre, par dérogation aux articles 39.1, 39.2 et 40 du CCAG-PI, l'accord-cadre pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du présent Cahier des clauses particulières.

## **ARTICLE 17 – DEROGATIONS AU CCAG-PI**

L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 35.2 du CCAG-PI ;

L'article 7.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.1 du CCAG-PI ;

L'article 8 du présent CCP déroge à l'article 28.4.2 du CCAG-PI ;

L'article 12 du présent CCP déroge à l'article 11.3 du CCAG-PI ;

L'article 15 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI ;

L'article 16 du présent CCP déroge aux articles 39.1, 39.2 et 40 du CCAG-PI